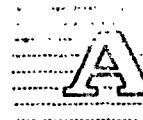


NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/2689/Add.1  
18 octobre 1954

FRANCAIS

ORIGINAL:

ANGLAIS/ESPAGNOL

Neuvième session

Point 51 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA DEFINITION DE L'AGRESSION

Additif aux observations des gouvernements sur le rapport du Comité spécial  
pour la question de la définition de l'agression

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Note du Secrétaire général</u> .....	2
<u>Observations des gouvernements</u>	
11. Argentine .....	2

Note du Secrétaire général

1. Depuis la publication du document A/2689, qui reproduit les réponses des gouvernements contenant ou mentionnant des observations relatives au rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, le Secrétaire général a reçu la réponse du Gouvernement argentin, qui est reproduite ci-dessous.
2. Le Secrétaire général a également reçu une communication en date du 4 septembre 1954 du Gouvernement birman qui déclare n'avoir pas d'observations à présenter sur le rapport du Comité spécial.

11. Observations du Gouvernement argentin

Note verbale de la délégation permanente de l'Argentine  
auprès des Nations Unies, en date du 26 août 1954

(original: espagnol)

La délégation permanente de la République argentine auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la note LEG 460/302 (1), du 2 décembre 1953, relative à la question de la définition de l'agression.

Le Gouvernement argentin a étudié le rapport du Comité spécial et les projets de définition soumis par diverses délégations; tout en reconnaissant que les définitions proposées représentent un effort appréciable vers la solution d'un problème aussi délicat, il estime qu'elles ne permettent pas de le résoudre d'une façon satisfaisante.

En conséquence, fidèle à la position précédemment adoptée par la République argentine et en particulier à la position prise par la délégation argentine à la Sixième Commission, lors de la septième session de l'Assemblée générale, le Gouvernement argentin continue à penser qu'il ne convient pas d'enfermer dans une définition un concept juridique en pleine évolution. Si une définition doit

être adopté, il faudra, à son avis, qu'elle soit suffisamment large pour englober non seulement le concept classique de l'agression armée, mais aussi d'autres formes de l'agression, notamment l'agression non armée (agression économique, idéologique, etc...) ou agression indirecte.

-----

